

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-liberalisation-et-ses-consequences-d-un-commerce-international-si-injuste>

La libéralisation et ses conséquences d'un commerce international si injuste

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : jeudi 4 novembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'OMC menace les pauvres des milieux ruraux : l'impact de la proposition de cadre agricole en Indonésie. Le document cadre proposé par l'O.M.C. le 16 juillet 2004 [1], en préparation de la réunion du Conseil Général qui débutera le 27 juillet, représente une menace pour les pauvres en Indonésie, en particulier pour les plus démunis.

Par Aileen Kwa *

18 juillet 2004

L'Indonésie a rejeté la proposition de document cadre et nous devons l'en féliciter. En agissant de la sorte, elle ne se montre ni intransigeante ni peu flexible. La proposition de document cadre protège les intérêts de l'Europe et des Etats-Unis et met en place la structure légale qui permettra aux deux superpuissances de continuer à pratiquer le dumping de leurs produits agricoles, à des prix bas, sur les marchés des pays en voie de développement - au détriment des populations modestes. Or les Indonésiens avaient déjà payé pour voir.

La libéralisation et ses conséquences

A la suite de la crise financière asiatique de 1997, le FMI a imposé une libéralisation totale des échanges commerciaux à l'Indonésie, comme condition d'un prêt de plusieurs millions de dollars. Etaient inclus la baisse des droits de douane et la dérégulation de BULOG [2], l'agence nationale d'achat et de distribution alimentaires. Ainsi, les grandes puissances, en particulier les Etats-Unis, ont eu accès à un très gros marché, pour liquider leur production agricole excédentaire.

Les droits de douane indonésiens furent réduits à 5%, ou même moins, sur des produits de première nécessité. Par exemple, ils furent supprimés pour le soja et le riz, et fixés à 5% pour le maïs. Le chaos social et politique et les émeutes qui s'ensuivirent forcèrent le retour des droits de douane à 30%.

Avant la dérégulation, seule BULOG avait le contrôle des importations de produits de première nécessité en Indonésie, et donc le contrôle des approvisionnements et des prix locaux. Ce pouvoir est maintenant presque inexistant : BULOG ne contrôle plus les quantités importées, sur lesquelles des agents privés agissent librement. Même son rôle de répartition du riz et des autres produits de première nécessité entre les différentes régions du pays est aujourd'hui très limité.

La libéralisation a eu de très fortes répercussions sur l'Indonésie. Les importations ont inondé le pays. Du jour au lendemain, les importations de riz ont triplé ; elles se sont maintenant stabilisées à 3,5 millions de tonnes par an, ce qui représente près de 6% de la consommation du pays. Les importations de sucre quant à elles ont explosé - passant de 20 à 50 % de la consommation intérieure - tandis que les importations de graines de soja représentent maintenant au moins 50% de cette consommation.

C'est pour le soja que les répercussions sur l'emploi en milieu rural sont les plus visibles. Le nombre de producteurs de soja est passé de 5 millions en 1996 à 2,5 millions en 2001. En supposant que chaque producteur nourrisse une famille de 4 personnes, dix millions de personnes sont touchées par le problème.

Si le marché du travail en milieu urbain était meilleur, ou si la population indonésienne avait le courage et les moyens de supporter cet "ajustement structurel", personne ne s'en plaindrait. Le vrai problème, c'est qu'il ne s'agit pas d'un

ajustement structurel passager : le sous-emploi ou le chômage sont des réalités durables. La moitié des 220 millions d'habitants vit encore plus ou moins au niveau du seuil de pauvreté. Les journaux décrivent le développement prodigieux des maisons de prêt sur gage : les gens vendent leurs biens les plus précieux simplement en échange d'un repas.

Pourquoi le commerce international est-il aussi injuste ?

Les subventions accordées annuellement par les Etats-Unis et l'Europe à leur marché intérieur et à l'exportation représentent de 80 à 90 millions de dollars américains. Les conséquences en sont la chute des cours mondiaux et, pour les pays qui ont ouvert leur marché intérieur, comme par exemple l'Indonésie, la perte de compétitivité des producteurs locaux sur leur marché.

Le riz et le soja sont des produits de première nécessité en Indonésie. Aux Etats-Unis, les subventions gouvernementales sont en forte hausse ces dernières années. En 2002, le riz était produit aux États-Unis à un coût de 18,26\$ le boisseau [3] et exporté à 11,8 \$. Dans le même temps, le coût de production du soja était de 7,34 \$ le boisseau et à l'exportation à 5,48 \$.

Les subventions à la culture du maïs ont augmenté aux Etats-Unis de 32 millions de dollars américains en 1995 à 2,8 milliards en 2000 ; pour le soja, de 16 millions à 3,6 milliards. Pour le riz, dont les Etats-Unis sont devenus le premier exportateur, les subventions ont augmenté de 11,6 millions de dollars à 763 millions en 2001.

La proposition de cadre agricole de l'OMC - ses implications pour l'Indonésie

Au lieu d'inverser la tendance, la proposition de cadre agricole de l'OMC, qui est négociée à Genève en ce moment, ne fait que renforcer les injustices.

1) Les Etats-Unis et l'Europe maintiendront leurs subventions et, tout en continuant à faire semblant de protéger les plus faibles, l'OMC ne fait que donner un cadre légal à cette injustice.

2) Malgré le dumping, on demande aux pays en voie de développement de continuer à abaisser leurs barrières douanières pour ouvrir encore plus largement leur marché intérieur.

3) Noyé dans le texte - écrit dans le plus pur jargon économique - qui devra être débattu cette semaine, il y a cette phrase sur les Entreprises Commerciales d'Etat, qui stipule que : " l'utilisation des pouvoirs du monopole fera l'objet de négociations". Voici ce qui devrait limiter encore plus les pouvoirs déjà réduits du BULOG, et empêcher à tout jamais de les rétablir. Le coup porté à l'Indonésie sera rude, puisque le BULOG avait assuré jusqu'en 1998 la sécurité alimentaire et un juste prix pour les producteurs, dans un contexte où seules les barrières douanières pouvaient constituer un rempart contre le dumping. Dans ce contexte, le contrôle par le BULOG des quantités importées était essentiel, et constitue encore une solution envisageable pour le futur ; tout simplement parce que les droits de douane peuvent bloquer les importations mais présentent en contrepartie l'inconvénient de faire augmenter les prix sur le marché intérieur, ce que le gouvernement voudrait éviter. En effet, la volatilité des prix peut provoquer émeutes et chaos politique.

Les produits spéciaux : réelle solution ou confort trompeur ?

Le gouvernement indonésien s'est fait le champion des "produits spéciaux" (PS). Ce sont des produits essentiels pour la sécurité alimentaire et les milieux ruraux, qui devraient donc être exemptés de toute baisse des droits de

douane. Effort louable. Mais le gouvernement indonésien commettrait une erreur si il basait la souveraineté nationale et la vie de millions de personnes sur ce nouveau concept. Ceci pour deux raisons :

- ▶ **Premièrement**, la proposition de juillet montre bien que les pays développés ne sont pas prêts à céder une once de terrain. Les Etats-Unis et l'Europe n'ont pas accepté les produits spéciaux, mais seulement promis d'examiner le sujet. Mais, de nombreux exemples dans l'histoire de l'OMC le prouvent, les pays développés ne tiennent pas les promesses qu'ils font aux pays en développement. Ils sont juste passés maîtres de ce petit jeu et se révèlent en fait intransigeants.
- ▶ **Deuxièmement**, il semble que quelques produits seulement, peut-être trois ou cinq, pourraient avoir l'appellation "produit spécial". Une vraie sécurité alimentaire ne peut pas se baser sur un petit nombre de produits. De plus, les droits de douane sur ces produits pourraient aussi être abaissés, mais peut-être dans une proportion moindre.

Conclusion

Tant que le gouvernement indonésien ne pourra pas être certain d'obtenir un accord équitable sur le commerce des produits agricoles, il est dans l'intérêt du peuple que les négociateurs bloquent toute décision cette semaine. Un accord irréfléchi enfoncerait des millions de personnes dans la misère et le chômage - ce que le pays ne peut absolument pas se permettre.

* **Aileen Kwa** est politologue pour Focus on the Global South

Post-scriptum :

Notes :

[1] http://www.wto.org/french/tratop_fl...

[2] <http://www.bulog.go.id/english.html>

[3] Approximativement 36 litres